



Délégation aux Questions stratégiques

Parti Socialiste

Louis Gautier

10 rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07
Tél. 01 45 56 77 00
Fax : 01 45 56 79 53

www.parti-socialiste.fr

10 Février 2005

NOTE STRATÉGIQUE N° 23

Objet : **Irak**

Les élections en Irak.

Les élections du 30 janvier ne sont pas un faux événement, comme l'avaient imaginé ceux qui les considéraient comme l'instrument d'une politique d'occupation militaire, et comme l'ont espéré les poseurs de bombes aux affiliations diverses. Bien au contraire, si elles annoncent **une période encore incertaine et difficile**, même dans le meilleur des cas, elles montrent que **les Irakiens tiennent leur chance de prendre en main leur destin**. C'est un incontestable succès pour Washington qui a su enfin faire preuve dans la gestion de ses élections d'une acclimatation de son sens politique au contexte irakien. Après les élections en Afghanistan et en Palestine, les Etats-Unis sont naturellement enclins à voir dans la bonne tenue du scrutin irakien la confirmation du bien fondé de leur politique de transformation de la donne dans cette région du monde.

I Les élections.

Ces élections sont, à tout le moins, **un incontestable succès technique**. Malgré d'inévitables dysfonctionnements et, les pressions exercées localement sur la population arabe sunnite qui a très peu votée, malgré la condition initiale qui interdisait à un ancien membre du parti baas de se présenter, et en dépit de **doutes naissants sur les résultats finaux**, la portée de ces élections ne sera pas remise en cause. Le taux de participation, voisin des 60 % pour l'ensemble du pays, a atteint 80 % dans les régions kurdes. Il s'agit pour l'homme de la rue, qui n'avait pas voté depuis 50 ans, d'un formidable bond en avant.

La démocratie au départ nécessairement rudimentaire que les Irakiens pourraient construire pas à pas dès les semaines à venir sera fondée d'abord sur **un immense appétit de paix et d'ordre public**. L'élaboration de la future constitution, et la formation du prochain gouvernement décideront si ces élections, au-delà du grand succès civique, débouchent sur une issue politique.

Au total, les élections du 30 janvier permettent aux Irakiens d'imaginer des solutions, de tenter des compromis et de **se diriger vers un apaisement**. Le politique l'emporte sur le militaire. Mais il n'y a **rien d'idyllique dans la situation actuelle**. Les Sunnites ont mal voté : nombre d'entre eux ne se sont pas rendus aux urnes, comme à Latyfiyah, Mahmudiyah ou Samara, dont les bureaux étaient fermés, d'autres sous la pression ambiante ont boycottés les élections, conformément aux consignes du Comité des Ulémas. Les listes de Al Sistani abritent souvent un mélange d'options politiques contradictoires, au point de rendre son probable victoire plus fragile que ne le voudrait le résultat. Les Kurdes sont attentistes et ont voté plus pour affirmer leur identité et leur unité que pour l'Irak.

II Vers la future constitution.

Les élections annoncent un autre grand événement : l'établissement de la constitution par les 275 membres de l'assemblée élue, processus complexe sur lequel tous veulent parier. Le vote massif des Shiites s'explique par leur désir d'écrire la constitution. La future constitution, qui doit être présentée avant le 15 août, s'annonce comme **très difficile à rédiger**. Si l'Assemblée constituante y parvient, elle devra **régler la place de la religion dans la société**.

La condition sine qua non des Kurdes, partisans d'un Etat laïc, est qu'elle ne soit pas une *charia*. Selon eux, et tout particulièrement Jalal Talabani, **il ne saurait y avoir d'Etat islamique**. En tout réalisme, une formule comme celle qui figure dans l'actuelle loi administrative transitoire (« L'Islam peut être une des sources de la loi ») peut servir de base de négociation. Entre Kurdes et Shiites, les discussions vont bon train et attestent d'une volonté mutuelle de s'entendre sur un modèle post électoral durable. Les Kurdes sont confortés par la position adoptée par l'ayatollah **Al Sistani qui s'est totalement désolidarisé du modèle chiite « à l'iranienne »**. Alors que Khomeiny avait, pour longtemps, posé le primat du religieux sur le politique, instituant la prédominance du religieux dans les affaires de l'Etat, le collectif des ayatollah irakiens a adopté une position inverse : s'il reste bien enraciné dans la vie politique (comme l'ont montré ces élections), il a posé en principe de conduite que le religieux ne s'occupait pas de l'administration de la vie publique. Cette position est fondamentale pour l'avenir, car les quatre Ayatollah qui président aux destinées de la communauté chiite irakienne sont des *marjas* (c'est-à-dire des sources d'imitation respectées dans l'ensemble du monde chiite)¹. Plus encore, **Al Sistani devient, s'il ne l'est déjà, le modèle référent du monde chiite**, dont le centre de gravité religieux se déplace de Qom vers Najaf. L'idée selon laquelle les chiites seraient le meilleur allié possible pour lutter contre les djihadistes et les salafistes est ancienne mais était jusqu'à présent restée un point de vue minoritaire. Elle est communément reprise aujourd'hui à Washington, où l'image d'un nouveau chiisme modéré venu d'Irak s'impose peu à peu comme une clef régionale. Il faut regarder la prétention américaine à jouer sur **le clivage des clergés iranien et irakien avec beaucoup de circonspection. Ce type de manipulation idéologique hasardeuse conduit rarement au but recherché**.

L'Assemblée constituante devrait conduire à la formation d'un gouvernement dont le premier ministre sera nommé par le président. **Discussions et déclarations d'intention ont déjà commencé et devraient s'étendre sur février**. Les rôles de chacun commencent à se dessiner. Un premier schéma possible a d'abord été évoqué : **la présidence à un Kurde, la primature à un chiite, la présidence de l'Assemblée à un sunnite**. Cette solution, idéale sur le papier, devrait pousser **Jalal Talabani à la présidence**, Barzani se contentant de présider un Kurdistan fédéral. Si Talabani (71 ans) accède à cette fonction, on le voit mal rester fidèle au programme du PKK (un Etat laïc, un état fédéral, le retour de Kirkuk dans le giron kurde, la condition des femmes). Sa désignation comme chef de l'Etat repousserait la menace séparatiste. **La participation active des Kurdes à un Etat fédéral est donc un gage de paix intérieure**². Les Shiites et des arabes sunnites (la plupart des Kurdes sont sunnites) se

¹ Ali Al Sistani, originaire d'Iran : Al Favez, appelé à lui succéder, venu d'Afghanistan ; Naimi, né au Pakistan et Al Hakim, père du dirigeant de la liste des 169.

² Il est évident que les Kurdes, non seulement en Irak mais aussi en Turquie et en Iran, aspirent profondément à un Etat kurde. C'est un peuple de 20 à 25 millions divisés entre quatre Etats. Un référendum (non officiel) organisé par une association kurde parallèlement au scrutin du 30 janvier a rassemblé plus de 90 % de oui à l'indépendance du Kurdistan. Mais, les dirigeants kurdes, notamment Massoud Barzani et Jalal Talabani (l'UPK est membre de l'IS) savent que l'indépendance est impossible. Ils luttent depuis longtemps pour un Etat irakien fédéral et démocratique. Avec leur intransigeance sur le fédéralisme et le caractère laïc de l'Etat irakien, les Kurdes jouent un rôle positif dans la construction de l'avenir de l'Irak.

partageraient les autres responsabilités : aux chiites le poste de Premier ministre, aux sunnites la présidence de l'assemblée nationale. Pour la primature, **Adel Abdul Mahdi** (62 ans), actuel ministre des finances, francophile et francophone, a un avantage sur ses rivaux ; il représente la liste du conseil suprême pour la révolution islamique. Il a le soutien des Kurdes autant que de Ali Sistani. **Ibrahim Jafari** (57 ans), issu du parti Al Dawa, médecin de formation et **Hussein Al Shahrastani** (62 ans), savant atomiste, ont, pour l'instant, des soutiens plus comptés. Ils sont toutefois des solutions politiques acceptables pour Ali Sistani. **Ayad Allaoui** (60 ans) est le candidat des Américains. Concernant l'assemblée nationale, les intérêts sunnites devraient être satisfaits en la personne de Ali Aoun.

Ce schéma initial est cependant remis en cause. Les Américains ne souhaitent pas que Ayad Allaoui soit écarté du pouvoir. Par ailleurs l'idée que la présidence de l'Etat revienne à un Kurde est contestée. Talabani se serait vu proposé à la place du poste de chef de l'Etat celui de président de l'Assemblée. A ce stade la discussion ne paraissent pas sur le point d'aboutir à une solution de compromis acceptée par tous.³

La participation des sunnites à l'élaboration de la constitution est un point critique pour le cercle vertueux qui semble s'amorcer.

La **constitution de minorités de blocage** à l'Assemblée est un phénomène crucial qu'il faudra suivre : les sunnites ou la liste de l'actuel premier ministre, Ayad Allaoui, peuvent avoir *de facto* un pouvoir de veto. **Cette faculté pourrait conférer à Allaoui, bon manoeuvrier et déjà aux affaires, un rôle qui excède de beaucoup son poids électoral.**

III Le dispositif de sécurité.

Les élections n'annoncent pas le retrait des troupes de la coalition que dirigent les Américains. S'il est possible d'afficher la volonté d'un retrait, le réalisme conduit à ne rien précipiter.

Quatre formations issues des listes en présence méritent attention.

1. Alliance Unifiée Irakienne.

La liste de « l'Alliance unifiée irakienne » conduite par Abdul Aziz Hakim , dirigeant de l'ASR, est la grande favorite. Cette liste a la bénédiction de Ali Sistani. Quand on parle en France de la liste chiite, il s'agit de cette liste, même si des personnalités et des partis sunnites, kurdes, chrétiens et des chiites laïcs sont également présents sur cette liste.

2. La liste des Irakiennes (Irakiens en arabe).

Cette liste est constituée autour du parti «Entente nationale» du Premier ministre intérimaire, Ayad Allaoui. Ce dernier est également chiite comme la plupart de ses colistiers. L'ancien du parti baas, A. Allaoui compte regrouper les anciens du parti baas et les nostalgiques du régime de Saddam Hussein qui désapprouvent la violence actuelle, mais qui sont pour un pouvoir fort. Protégé des Américains, Allaoui pourrait constituer un jour une alliance avec les Kurdes (sunnites) si le danger d'un pouvoir islamiste chiite se présente en Irak. Mais, à l'heure actuelle l'alliance entre la liste de Aziz Hakim et la Kurde semble solide.

3. La liste du Kurdistan uni.

Le PDK de Massoud Barzani et l'UPK de Jalal Talabani ont constitué une liste unique pour l'élection de l'Assemblée nationale. Cette liste comprend également des minorités turkmènes et assyriennes présentes au Kurdistan. Avec au moins 17 % d'électeurs d'origine kurde qui se sont mobilisés fortement, cette liste compte obtenir plus de 20 % des sièges. Dans ce cas, les Kurdes constitueront, après l'AUI, la deuxième force dans le prochain Parlement national. Les députés kurdes sont très hostiles à l'instauration d'une république islamique

4. Parti communiste.

Il faut également citer la liste des partis progressistes conduite Hamid Majid Moussa, Secrétaire général du Parti communiste. Lui aussi est un chiite. Le plus ancien parti communiste de la région (fondé en 1934) le PCI est encore très influent parmi les chiites du Sud et parmi les Kurdes. Il est reçu à plusieurs reprises au PS et son représentant a été invité pour la première fois au Congrès du Dijon. On ne peut pas exclure un résultat honorable des communistes.

Cette situation est un **résultat positif pour la stratégie américaine**. Il est probable que ses contempteurs, ne pourront plus reproduire à l'identique les mêmes modes opératoires qu'avant le 30 janvier. Les radicaux sunnites sont partagés sur le bénéfice d'une négociation politique aujourd'hui. Il y a pour eux une fenêtre d'opportunité pour négocier la fin de l'affrontement et de la non participation. Le comité des Ulémas, qui représente le parti islamique, doit pour cela se convaincre que **la communauté sunnite, qui ne représente que 20% de la population, ne dirigera plus jamais le pays**. Elle doit trouver sa place dans un Irak nouveau pour elle. C'est une nouvelle donne. Quant à ceux qui ont opté pour la violence, certains, comme les extrémistes sunnites, ou les résistants baasistes, pourraient, peu à peu, retourner dans l'espace du débat public. Si la fièvre baisse de ce côté-là, **elle ne devrait en revanche pas connaître d'apaisement concernant l'activité d'Al Qaida ou d'Ansar al Islam**. Le dépit que leur cause ces élections les poussent à poursuivre leurs actions plus aveuglément que jamais. En dépit de collusions ponctuelles et peu représentatives avec des sunnites radicaux, le parti de la violence est destiné à la fuite en avant.

Le gouvernement qui sera formé à l'issue des élections sera transitoire. Il n'aura pas pour vocation de décider d'un retrait des Américains. **Ce sont les coalisés eux-mêmes qui décideront, au gré de leur agenda et des circonstances, leur départ**. Les Ukrainiens ont décidé de se désengager, ainsi que les Pays-Bas et les Roumains. De tels mouvements compliquent, dans la zone Sud, la tâche des Britanniques (7400 hommes) qui se trouvent tenus de renforcer leur dispositif (plus 300) en dépit du fait qu'ils escomptent eux aussi planifier leur retour à compter du 30 janvier 2005. **Le départ le plus problématique est celui des Polonais**, qui en tant que « nation cadre » assurait le commandement de la région Centre Sud. Même s'ils quittent une région peu exposée, cette défection pose un problème aux Américains, d'autant plus que de nombreux membres de la coalition, comme la Corée ou la Jordanie, ont décidé de ne participer que dans le seul domaine de l'humanitaire et du médical. D'autres pays, comme l'Allemagne, s'installent dans la région (EAU) pour dispenser des formations. La France, qui pourrait avoir des velléités comparables, n'a encore rien fait de concret.

Les Américains devraient rester, pour 2005, sur une ligne de 120 000 hommes. Le retrait se présente pour l'instant comme un projet applicable d'ici deux à cinq ans. **Le niveau des pertes n'atteint pas le niveau critique qui ferait basculer l'opinion américaine**. Avec 1500 morts, survenues pour l'essentiel à Faloudja et Nadjaf, le nombre de décès en opération ou en service est supérieur au niveau jugé « acceptable » par l'état major américain (36 morts en janvier 2005). L'objectif pour les forces américaines est de réduire de moitié leur perte. Le nombre de blessés masqué le plus possible à l'opinion est très important (7 à 8000) dont beaucoup souffrent de séquelles graves (blessures dans les attentats). **Le but essentiel des Américains**, comme l'a indiqué G.W. Bush lors de son discours sur l'état de l'Union, est désormais de **former des forces de sécurité irakiennes opérationnelles**. Cette perspective ne pourra pas se matérialiser avant de nombreux mois pour des raisons de formation et de recrutement. Les effectifs actuels sont décevants (180 000 contre 240 000 prévus en janvier 2005) : le but est d'atteindre 350 000 hommes en juin 2005 ce que le nombre de défections interdit d'espérer pour l'instant.

Dans l'espace régional, la prudence est de mise. Le Turcs sont très inquiets de voir Kirkuk au centre des revendications kurdes⁴. Les Iraniens, satisfaits de voir les shi'ites

⁴ La région recèle 20% des réserves pétrolières de l'Irak, dont les recettes pourraient servir au financement des mouvements autonomistes Kurdes.

prendre en mains les destinées du pays, restent mitigés devant l'aura acquise par le shiisme irakien et sa « collusion » possible avec l' « occupant ». **Les pays arabes voisins sont plus réservés** : leurs propres communautés chiites pourraient être fortement influencées par le nouvel acteur irakien.

*

L'impression qui domine à l'issue des élections est que **le pire heureusement n'est plus sûr. Un processus de sortie de crise est enfin enclenché. Ses début sont précaires et aucun des trois scénarii suivants ne peu être exclu pour les prochains mois :**

- **statu quo comparable à la situation qui prédominait avant les élections** : la situation politique reste incertaine et ponctuée par les actes de violences aveugles.
- **un échec complet des efforts d'apaisement et une radicalisation des conduites violentes** : le pays est poussé à une division recherchée faute d'accord et pour des motifs différents par les Kurdeset certains radicaux sunnites
- **le schéma du compromis**, exposé dans cette note, dans lequel les trois composantes majeures de la société s'entendent sur un partage négocié du pouvoir et de résolution des conflits sur un mode politique non violent.

La clé est dans ce dernier scénario qui suppose une entente des différentes formations parties aux élections avant la fin de février et à la suite la réussite du processus constitutionnel.